

Dans la nuit de dimanche à lundi 29 juillet, à Beaune, sept jeunes, parmi la vingtaine présente ce soir-là, ont été blessés – dont un très gravement – dans une attaque sans précédent. Les agresseurs, armés d'un fusil de chasse, ont tiré pour blesser et tuer. Deux des victimes sont toujours hospitalisées, d'autres sont, désormais, suivies psychologiquement, tous sont dans un état de choc.

Toutes les victimes, sans exception, indiquent que des propos racistes, sans équivoques, ont été tenus par les assaillants. Les familles de victimes s'en remettent à la justice et ont déjà saisi des avocats.

Alors même qu'en l'espèce, le mobile semble évident compte tenu des témoignages recueillis et formels de toutes les victimes sur les propos racistes tenus par les agresseurs, « sale bougnoule », « rentrez chez-vous », les familles et leurs victimes pointent des condamnations politiques qui ne sont pas à la hauteur de la tragédie.

Pire encore, certains politiques locaux, se sont empressés d'instrumentaliser cette agression pour véhiculer des idées destructrices en amalgamant « l'insécurité », les « quartiers prioritaires » et une « immigration anarchique ». En cela, ils n'ont finalement rien à envier à certains commentaires racistes qui peuvent être lus sur les réseaux sociaux : au fond il s'agit de prétendre que ces jeunes sont responsables de l'agression qu'ils ont subie.

En injectant ces thèmes dans le débat (délinquance, immigration), on fait insidieusement de certains (les habitants des quartiers populaires, les roms, les musulmans, les gens du voyage, les migrants...) des cibles potentielles pour d'éventuelles nouvelles agressions racistes de ceux qui seraient prêts à prendre les armes pour « nettoyer leur quartier » ou « se faire justice ».

La milice des frontières constituée dans les Hautes-Alpes pour empêcher des migrants d'entrer en France, le récent projet d'attentat du groupuscule terroriste de l'AFO (Action des forces opérationnelles) qui préparait des attentats contre des cibles musulmanes, le commando « d'extrême-droite » baptisé « commando de défense du peuple et de la patrie française » qui a sévi à Dijon en novembre 2017 contre le « multiculturalisme » sont le fruit de ceux qui divisent les français, alimentent la peur et s'emploient à installer une atmosphère de rejet et de haine.

Il est temps que cela cesse et les associations signataires seront aux côtés des victimes de toutes ces politiques de division.

ATTAC CCIF ENSEMBLE 21 LDH Dijon MOUVEMENT DE LA PAIX NPA UJFP